

EDITORIAL

Les dégâts matériels, humains et financiers occasionnés par les risques naturels ou technologiques, soulignent la fragilité de nos sociétés et le besoin de sensibiliser les populations à leur prévention. Des efforts seront encore nécessaires pour réduire l'impact négatif des catastrophes naturelles, dont les effets sur le plan humain, écologique et financier sont accrus lorsqu'elles se produisent dans des zones urbaines et fortement peuplées.

Il est aujourd'hui admis que le problème de la vulnérabilité aux aléas est en partie lié à la nature de certaines activités de développement et tout particulièrement à la pauvreté. Les actions que les pouvoirs publics devront mener seront d'autant plus importantes dans les pays en développement que l'impact des catastrophes sur leur développement économique et social est significatif. C'est pourquoi, les Nations Unies ont reconnu la prévention des catastrophes naturelles comme étant un élément déterminant du développement durable.

La deuxième conférence mondiale sur la réduction des catastrophes naturelles se tiendra à Kobé, au Japon, du 18 au 25 janvier 2005. Ce sera l'occasion de passer en revue les avancées de la mise en œuvre par la communauté internationale de la « Stratégie de Yokohama pour un monde plus sûr » et de son plan d'action. La rencontre regroupera des décideurs locaux, nationaux et internationaux, des responsables et des praticiens de la gestion des risques et des groupes issus de la société civile et des communautés de base. Elle a pour but de motiver et guider les Etats et leurs décideurs à prendre en considération la gestion des risques dans les politiques de réduction de la pauvreté et de chercher les moyens, pratiques et concrets, de mettre en œuvre des politiques et des actions en vue d'assurer la montée d'une culture de prévention.

Cette idée passe d'abord par la connaissance, la surveillance des phénomènes, l'évaluation de la vulnérabilité et de sa prise en compte dans l'aménagement spatial. Les actions devant se fonder sur une information complète et appropriée pour l'aide à la décision des acteurs politiques, sociaux et culturels et par la prise en compte du public à tous les stades de la gestion des catastrophes.

L'information géographique, intégrée dans un système susceptible de superposer des données, spatiales ou attributaires ; l'utilisation de données à référence spatiale et d'observation de la terre couplée à des applications adéquates à l'aide de systèmes d'information géographique pour la planification et la gestion en temps réel de catastrophes ; offrent un ensemble de solutions pour une gestion appropriée des risques naturels ou industriels.

L'expérience française en la matière est suffisamment concrète, variée et adaptée à divers contextes pour qu'elle mérite notre attention. C'est pourquoi, l'ISTED et le CNIG avec le concours du CNES, du ministère de l'Ecologie et du Développement durable et de la DRAST/METATM, ont décidé de consacrer ce volume aux avantages que peuvent apporter les systèmes d'information géographique à la gestion des risques. Par la présentation d'applications concrètes et opérationnelles qui mettent en valeur les partenariats développés, cet ouvrage espère contribuer à la réflexion sur l'utilisation la plus économique et la plus efficiente des nouvelles technologies de l'information et de la communication au service de l'environnement et du développement harmonieux des populations.

Jean Pierre DUFAY - Président du pôle ville

Material, human, and financial damage caused by natural or technological risks are reminders of how fragile our societies are and of the need to heighten awareness of populations as regards preventing them. Further efforts will be necessary to reduce the negative impact of natural disasters, whose human, ecological, and financial effects are increased when they strike in urbanised and densely populated areas.

Today, it is accepted that the problem of vulnerability to hazards is in part related to the nature of certain development activities, and especially to poverty. The actions that need to be conducted by the authorities should therefore be all the more considerable in developing countries where the impact of disasters on their economic and social development is significant. That is why the United Nations have recognised natural disaster prevention as being a decisive element in sustainable development.

The second world conference on reducing natural disasters is to be held in Kobe, Japan, from January 18 to 25, 2005. It will be an opportunity to review the progress made in the implementation by the international community of the "Yokohama Strategy for a Safer World:" and its plan of action. The encounter will bring together local, national, and international decision-takers, those responsible for and those practising risk management, and groups from civil society (non politicians) and from grass-roots communities. Its aim is to motivate and guide the States and their decision-takers in taking risk management into account in poverty reduction strategies, and to seek practical and concrete means for implementing policies and defining actions with a view to encouraging the rise of a prevention culture.

This idea firstly requires knowledge, monitoring of phenomena, assessment of vulnerability and of the extent to which it is taken into account in spatial planning. The actions should be based on fully and appropriately informing political, social, and cultural players in order to help them to take decisions, and on taking account of the public at all stages in disaster management.

Geographic information, integrated into a system suitable for superposing spatial or attributive data, the use of spatial reference data and Earth observation data with appropriate applications by means of geographic information systems for planning for and managing disasters in real time, offer a range of solutions for appropriate management of natural or industrial risks.

French experience on the subject is sufficiently practical, varied and suited to various contexts that it merits our attention. That is why ISTED and the CNIG with assistance from the CNES, the French Space Agency, from the French Ministry for Ecology and Sustainable Development, and from the Directorate for Research and Scientific Affairs of the French Ministry of Infrastructure, Transport, Regional Planning, Tourism, and the Sea, have decided to devote this volume to the advantages that can be offered by geographic information systems to risk management. By presenting practical and operational applications that highlight the partnerships developed, this work hopes to contribute to thinking on the most economical and efficient way of using new information and communications technologies at the service of the environment and of the harmonious development of populations.

Jean Pierre DUFAY - President of the cities department